

coup inférieures aux nôtres, elles s'étaient cependant vendues \$4, \$5, \$10, et en certains cas, jusqu'à \$40 l'acre.

Quand on compare le prix de ces terres avec celui que le gouvernement demande pour les nôtres, nous trouvons là la meilleure preuve que notre politique concernant les terres est beaucoup plus libérale que celle des États-Unis. Conséquemment la population ne doit donc pas se porter de ce côté pour s'y livrer à l'agriculture.

La seule cause que l'on puisse attribuer à cette émigration doit être la diversité d'emplois que l'on peut trouver aux États-Unis, et la politique commerciale adoptée en Canada accomplira sans doute le même résultat.

Notre commerce maintenant s'accroît tous les ans, la prospérité se fait sentir partout, et chaque mois nous donne la preuve d'un commerce plus étendu qu'aux mêmes époques il y a deux ans. Les faillites ont diminué, le paiement des dettes se fait plus régulièrement, et il y a peu de monde sans emploi.

Ce sont les meilleurs arguments qui puissent faire voir l'inexactitude des avancés faits journellement par l'opposition, que le pays s'en va dépérissant. La seule raison que l'on doit assigner à la grande émigration que les membres de l'opposition prétendent avoir lieu dans leurs comtés, est qu'ils se sont constitués eux-mêmes, par leur conduite, agents d'émigration.

M. HESSON. La question aurait pu être bien mieux discutée, si les documents qui ont été d'abord demandés avaient été produits. On a introduit dans le débat beaucoup de questions étrangères, et je ne prendrais pas la parole si je n'eusse été directement mis en cause par un honorable membre de l'opposition.

Un examen des statistiques publiées par Dunn, Wyman et Cie., donnent les chiffres suivants : En 1877, 1,892 faillites, avec un passif de \$25,523,903 ; en 1878, 1,697 faillites, avec un passif de \$23,908,677 ; en 1879, 1,902 faillites, avec un passif de \$29,347,937.

Le grand nombre de faillites en 1879, est sans doute dû à l'abrogation projetée de l'Acte de faillite. En 1880, les faillites n'ont été que de 907, avec un passif de \$8,012,783, ou environ 100 pour cent de moins en nombre, et 200 pour cent de moins en passifs. Ceci devrait être une réponse satisfaisante pour tout homme raisonnable, quant aux résultats de la politique nationale.

Il me fait peine d'entendre le cri de l'émigration s'élever dans les provinces maritimes. Dans mon propre comté, la population a grandement augmenté, aussi bien que le bien être chez le peuple.

En 1871, au dernier recensement, il comptait une population un peu au-dessus de 25,000. La ville dans laquelle je réside, comptait en 1871, une population de 4,386, et maintenant elle en compte 9,000 ; Listowell, de 976 habitants qu'elle comptait en 1871, est augmentée aujourd'hui à 1,800 ; Palmerston qui en 1871, n'était qu'un groupe de maisons trop peu considérable pour être appelé un village, possède aujourd'hui une population de quelque chose comme 2,000.

Lorsque le recensement aura lieu, il devra montrer une augmentation de plus de vingt-cinq pour cent dans tout le pays. Le même progrès s'est fait remarquer dans les comtés avoisinants. Il n'y a pas une seule terre inexploitée dans mon comté, et les terres y valent \$50 l'acre. La politique nationale a accompli ce que ses partisans en attendait. Si elle n'a pu retenir tout le monde dans le pays, elle n'a contribué à égarer personne. Il est certain que la population ne laisse pas ce pays pour aller dans un pays plus grevé de taxes.

La plus forte accusation portée contre la politique nationale est qu'elle devra imposer au pays un système de taxation aussi élevé qu'aux États-Unis. C'est une proposition absurde que celle de dire que le peuple laisse le pays à cause des effets de la politique nationale. Je pense bien que quelques uns ont probablement pu laisser le pays parce

M. SPROULE

qu'ils ne pouvaient y réaliser tout ce qu'ils désiraient, mais aussi je puis dire qu'il y a maintenant des milliers d'individus qui gagnent aujourd'hui leur vie dans le pays, et qui n'auraient pu le faire sans l'introduction de la politique nationale.

M. BAIN. J'ai suivi attentivement cette discussion, et il me semble que je considère cette question sous un point de vue différent de celui des honorables membres de l'opposition. Quand les honorables messieurs qui occupent maintenant le banc des ministres formaient partie de l'opposition, sous le dernier gouvernement, ils ne cessaient pas d'affirmer que la politique d'immigration de ce gouvernement était extravagante, et ils allaient jusqu'à dire qu'il y avait dans notre pays plus de monde qu'on n'en pouvait employer, et qu'en conséquence, nous devrions cesser de faire venir ici une émigration européenne. Ce cri a été répété par leurs organes, et je me rappelle que quelques-uns des journaux de mon parti paraissaient adopter cette manière de voir.

Me rappelant cela, j'ai toujours été disposé à soutenir le ministre de l'Agriculture dans ses efforts à induire les émigrants à s'établir dans ce pays. Bien que je fusse souvent disposé à me railler de ces honorables messieurs qui depuis qu'ils sont au pouvoir, reviennent sur les promesses faites lorsqu'ils étaient dans l'opposition, je comprenais que le salut futur du pays dépendait entièrement du courant d'immigration qui pourrait être attiré chez nous ; mais je ne puis oublier que pendant qu'ils étaient sur les bancs de l'opposition, ces honorables messieurs accusaient le gouvernement de ne pouvoir retenir notre population dans le pays, et que le Canada s'en allait à la ruine. Ils ont dit au peuple que s'il était donné à leur parti d'inaugurer la politique nationale, tout changerait.

Mais, ce soir, ils peuvent se convaincre que pas un député de la droite n'ose avancer que l'émigration est moins considérable maintenant, qu'elle ne l'était sous le régime Mackenzie. Ces honorables messieurs essayent de discréditer les mêmes rapports officiels qu'ils avaient habitude de citer contre leurs adversaires d'autrefois. Je crois que c'est un moyen par trop vulgaire employé par ces honorables messieurs pour cacher la défaite de leur politique, que de ne plus ajouter foi à des faits qu'ils croyaient utiles d'affirmer quand l'ancien gouvernement était au pouvoir. Quel était l'état de choses quand les messieurs de la droite étaient au pouvoir avant l'administration Mackenzie ? Est-ce que l'émigration aux États-Unis avait cessé ? Pas le moins du monde.

Je trouve, en comparant les statistiques des cinq années de l'administration Mackenzie avec les cinq années précédentes, que l'émigration aux États-Unis durant l'administration des conservateurs a été deux fois plus considérable qu'elle le fut ensuite sous le gouvernement Mackenzie. Je vais observer avec beaucoup d'intérêt les faits promis par le ministre de l'Agriculture, et s'ils prouvent que les rapports de l'année dernière étaient exagérés, nous aurons tous lieu de nous en réjouir.

Les honorables messieurs de la droite admettent qu'une émigration considérable se fait des plus anciennes provinces, mais ils prétendent qu'au lieu de se diriger aux États-Unis, elle se dirige vers notre propre Nord-Ouest.

J'admets que la reprise des affaires aux États-Unis peut contribuer grandement à attirer les émigrants dans ce pays. L'autre jour, j'entendais un monsieur citer, comme preuve que la politique nationale avait profité aux ouvriers, le fait que, dans sa circonscription électorale, les gages avaient augmenté, tandis que s'il eût tout dit, il aurait avoué que les fabricants, dans cette localité, ont dû augmenter les gages pour empêcher leurs ouvriers de s'en aller aux États-Unis.

Ce n'est pas parce que la politique nationale a augmenté les affaires locales, mais bien parce que de meilleurs gages sont payés de l'autre côté des lignes. Les honora-